

## Financement des transports collectifs

### Toronto prend les devants, à quand le tour de Montréal?

**Montréal, le 2 avril 2013** – Alors que le gouvernement de l'Ontario et la région torontoise, incluant sa communauté d'affaires, sont résolument engagés à trouver les nouvelles sources de revenus nécessaires pour financer les projets de transports collectifs, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se demande quand Québec et la région montréalaise feront de même. La prudence du gouvernement du Québec et de la région montréalaise à cet égard laisse perplexe, alors que les enjeux sont tout aussi criants.

Les signaux sont très clairs dans la métropole ontarienne :

- Aujourd'hui, le 2 avril, Metrolinx (l'autorité régionale de transport) a publié une liste de possibilités d'investissements pour financer l'expansion du réseau de transport en commun, afin d'aider le gouvernement ontarien à décider de la voie à suivre. Elle examiné plus de 25 options de financement, en comparant les meilleures pratiques et en organisant des tables rondes régionales.<sup>1</sup>
- Le 25 mars, Kathleen Wynne, la première ministre de l'Ontario depuis tout juste deux mois, a affirmé que les péages et des nouvelles taxes serviront à financer les projets de transports collectifs.<sup>2</sup>
- Le 18 mars, le Toronto Board of Trade (la chambre de commerce métropolitaine) a publié un rapport proposant des nouvelles sources de revenus et a lancé une campagne d'appui intitulée *Let's break the gridlock*.<sup>3</sup>

Selon Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal et porte-parole de TRANSIT, « si la similarité des enjeux avec Montréal est manifeste, on ne peut en dire autant de la résolution politique qui anime la nouvelle première ministre ontarienne et la communauté torontoise. Pourtant, le consensus métropolitain développé à Montréal en faveur de nouvelles sources de financement des transports collectifs est très clair. Beaucoup d'acteurs de la région, comme la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, reconnaissent que nous n'avons d'autres choix que de trouver de nouvelles sommes pour couvrir les besoins urgents et immenses en transports collectifs. »

#### Politique québécoise de mobilité durable

<sup>1</sup> The Toronto Star, « The Big Move: A sneak peek at Metrolinx's short list of 'revenue tools' for expanded transit », [http://www.thestar.com/news/gta/2013/04/02/the\\_big\\_move\\_a\\_sneak\\_peek\\_at\\_metrolinxs\\_short\\_list\\_of\\_revenue\\_tools\\_for\\_expanded\\_transit.html](http://www.thestar.com/news/gta/2013/04/02/the_big_move_a_sneak_peek_at_metrolinxs_short_list_of_revenue_tools_for_expanded_transit.html), consulté le 2 avril 2013.

<sup>2</sup> The Globe and Mail, « Wynne signals taxes and tolls will pay for Ontario's transit expansion », <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/wynne-signals-taxes-and-tolls-will-pay-for-ontarios-transit-expansion/article10335043/>, consulté le 2 avril 2013.

<sup>3</sup> Toronto Board of Trade, <http://letsbreakthegridlock.com/>, consulté le 2 avril 2013.

Christian Savard renchérit : « Il faut rénover les infrastructures routières et de transports collectifs, puis développer en priorité les transports collectifs. Il y a consensus là-dessus, et la prochaine Politique québécoise de mobilité durable devra entériner une telle vision et un cadre financier à long terme sur cette question; or les nouvelles sommes ne peuvent pas attendre la mise en œuvre de la politique. Il faut choisir maintenant et dégager de nouveaux fonds pour nos infrastructures, dès cette année. TRANSIT attend à cet effet le signal du gouvernement du Québec.»

- 30 -

### **À propos de TRANSIT**

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation lors des grands travaux routiers, une suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

### **Renseignements :**

Philippe Cousineau Morin  
[514-799-1906](tel:514-799-1906)  
[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)